Les Jeux olympiques de 2024 : une chance pour le Grand Paris ?

Boris Lebeau

Electronic version

URL: <http://journals.openedition.org/echogeo/15202>

DOI: 10.4000/echogeo.15202

ISSN: 1963-1197

Publisher

Pôle de recherche pour l'organisation et la diffusion de l'information géographique (CNRS UMR 8586)

Electronic reference

Boris Lebeau, « Les Jeux olympiques de 2024 : une chance pour le Grand Paris ? », *EchoGéo* [Online], Sur le Vif, Online since 12 February 2018, connection on 10 December 2020. URL : <http://journals.openedition.org/echogeo/15202> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/echogeo.15202>

This text was automatically generated on 10 December 2020.

EchoGéo est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International

Les Jeux olympiques de 2024 : une chance pour le Grand Paris ?

Boris Lebeau

- 1 Le 13 septembre 2017, après deux candidatures infructueuses (Jeux de 2008 et 2012), Paris a été choisie comme ville hôte des Jeux olympiques de 2024, ce qui apparaît comme une aubaine pour de nombreux amateurs (47 millions de français pratiquent une activité sportive) et professionnels du sport (190 000 personnes ont un emploi directement ou indirectement lié au sport)¹. Elle l'est aussi pour la France et Paris qui, à travers les Jeux, souhaite réaffirmer son statut de grande métropole mondiale. Les candidatures de Paris et Los Angeles sont, à ce titre, symboliques d'un retour des métropoles des anciennes puissances dans la course au prestige que procure l'olympisme, après avoir dû céder la vedette aux villes émergentes. Les Jeux représentent en effet un formidable coup de projecteur sur les nouvelles ambitions métropolitaines du Grand Paris, entendu ici comme le projet de transports, de logements et de réagencement institutionnel de la métropole parisienne. Avec leur calendrier contraint, les intérêts financiers qu'ils mobilisent et les modes de gouvernance qu'ils appellent, les Jeux s'appuient certes largement sur les aménagements du Grand Paris (transports, logements) mais reconfigurent aussi ce grand projet. Voyons si l'articulation entre les impératifs d'organisation d'une manifestation internationale et la conduite d'un projet local d'aménagement est aussi simple que le dossier de candidature semble le suggérer et dans quelle mesure elle s'opère dans l'intérêt des territoires locaux et des Parisiens.
- 2 En l'absence d'arbitrages officiels, notamment sur le financement, le report, voire l'abandon de certaines lignes de métro, l'article repose en grande partie sur des informations issues de la presse et des médias. Aussi, nous sollicitons l'indulgence du lecteur que le manque de sources académiques ou le caractère parfois prospectif de certaines analyses pourra dérouter.

Paris 1924-2024 : organiser des Jeux olympiques hier et aujourd'hui

- 3 Un siècle sépare les Jeux de 1924 de ceux de 2024. Au-delà du symbole, on notera la place constante que tient la banlieue parisienne, à un siècle d'intervalle, dans leur organisation. La raison en est simple ; avec un territoire de 105 km² densément urbanisé (27 600 habitants/km² en 1924, 20 000 aujourd'hui), la ville-centre ne peut accueillir tout un ensemble d'équipements fortement consommateurs d'espaces. Ceci est d'autant plus prégnant aujourd'hui avec la forte augmentation du nombre de disciplines, d'athlètes et de pays représentés.
- 4 Si, en 1924, une bonne partie des épreuves se déroulaient *intramuros* (gymnastique, natation, jeux équestres...), d'autres ont déjà eu lieu en banlieue. C'est le cas du polo à Saint-Cloud, de l'aviron à Argenteuil, du pentathlon à Meudon ou encore du tir de chasse à Issy-les-Moulineaux et à Versailles. Le stade olympique, équipement phare de 60 000 places qui accueille cérémonie d'ouverture et épreuves d'athlétisme, est alors construit à Colombes, au cœur de la banlieue ouvrière. On y implante également le premier village olympique de l'histoire des Jeux. La recherche d'espace ou de sites appropriés guident indéniablement ces choix, mais une rapide comparaison des enjeux politiques, économiques et d'aménagement révèlent des différences notoires entre les deux époques.
- 5 Tout d'abord, le prestige lié à l'organisation des Jeux est moindre en 1924 qu'aujourd'hui, même si l'actuel effondrement du nombre de villes candidates est aussi le signe d'un modèle qui s'essouffle. Les enjeux financiers liés à la professionnalisation du sport, au sponsoring ou encore à la retransmission internationale de l'évènement sont par ailleurs incomparables. De plus, les Jeux n'ont pas encore la charge politique et idéologique de ceux des années 1930 où ils servent de vitrine aux nationalismes (Jeux de Los Angeles en 1932, et surtout ceux de Berlin en 1938).
- 6 Enfin, la veine aménagiste est encore largement absente, même si la banlieue de Paris connaît dans les années 1920 une croissance rapide et largement anarchique dont commencent à se préoccuper les pouvoirs publics (lois Cornudet de 1919 et 1924²). Le caractère souvent éphémère des installations témoigne d'un manque d'intérêt et d'anticipation des usages futurs des différents aménagements. Si certains équipements comme le stade de Colombes, qui accueille jusqu'en 2017 les matchs de Top 14 du Racing Club 92, ou bien encore la piscine des Tourelles, rebaptisée Georges Valleret, à la porte des Lilas existent toujours, d'autres comme le Village olympique (construit en bois) disparaissent après les Jeux.
- 7 « Paris 2024 » semble au contraire s'intégrer dans un plan d'aménagement, celui du Grand Paris, qui anticipe la reconversion et les usages futurs des différents équipements comme le montre la carte suivante.

Illustration 1 - Le projet olympique et les transports du Grand Paris

Une aubaine pour le Grand Paris ?

- 8 La candidature « Paris 2024 » est étroitement associée au projet d'aménagement métropolitain du Grand Paris. C'est d'ailleurs cette articulation entre un projet éphémère et des aménagements pérennes qui permet d'afficher des coûts d'organisation relativement contenus. À en croire le dossier de candidature, la future Olympiade sera même rentable en s'appuyant sur des équipements en grande partie existants (Stade de France, Bercy, Roland Garros...) ainsi que sur des aménagements et des infrastructures de transports déjà financés dans le cadre du Grand Paris.
- 9 Cette candidature, qui propose donc des Jeux relativement peu coûteux, ramassés autour de Paris et sa banlieue dans une perspective d'aménagement à long terme, a tout pour séduire. À y regarder de plus près, elle soulève pourtant un certain nombre d'interrogations.
- 10 Depuis plus de 20 ans, les villes organisatrices sous-estiment systématiquement les coûts liés à l'organisation des manifestations olympiques. C'était déjà le cas avec les Jeux de Grenoble en 1968 qui ont finalement coûté trois fois plus qu'annoncé (Flyvbjerg et Stewart, 2012), de ceux de Montréal en 1976 (796 % de dépassement) qui ont endetté la ville durant trois décennies ou encore de ceux d'Albertville (+135 %). Les dernières Olympiades n'ont pas dérogé à la règle : Pékin (+6 % selon les autorités chinoises, +1000 % selon de nombreuses estimations (*Le Monde*, 2017), Londres (+101 %) avec une candidature similaire à celle de Paris (nombreux équipements existants) ou encore de Rio (+100 %).
- 11 La raison de ces déficits est structurelle. La dotation de 2,6 à 3,3 milliards € du Comité International Olympique, stable pour les trois dernières olympiades, n'est évidemment pas suffisante pour faire face aux importants investissements qu'exigent les Jeux (6,6 milliards € pour « Paris 2024 »). Même dans les villes où de nombreux équipements

existent, leur mise au standard olympique en termes d'accueil du public, de retransmission télévisuelle ou de sécurité demande généralement des investissements supplémentaires (Lefèbvre et Raoult, 2017). Par ailleurs, les modalités de répartition des recettes (billetterie, sponsoring...) ne sont pas forcément à l'avantage des villes organisatrices. L'attribution des Jeux est, en outre, conditionnée à une défiscalisation des bénéfices et des taxes du CIO dont 47 % proviennent des droits de retransmission et 45 % des ventes des produits dérivés. Ceux de Rio lui ont ainsi rapporté 5 milliards €, nets d'impôts, alors que la ville doit faire face au difficile réemploi des équipements (fermeture depuis 2017 du stade de la Maracaña, vacance des logements du Village olympique³). Pour ceux de Paris, c'est un décret du 23 juillet 2015, adopté conjointement par le Premier Ministre, les Ministres des sports, du budget et des finances, qui exonère partiellement d'impôts et de taxes toute manifestation sportive attribuée à la France avant le 31 décembre 2017⁴. Enfin, la prise en charge des dépenses d'équipements en partenariat avec des acteurs privés (c'est le cas pour « Paris 2024 »), aboutit fréquemment à une captation des profits par une poignée d'investisseurs et une socialisation des coûts via l'État et les autorités locales.

- 12 Ainsi, pour « Paris 2024 », le choix de Saint-Denis/L'Île-Saint-Denis pour l'implantation du Village olympique n'est pas anodin. Edifié autour de la Cité du cinéma, le Village permettra de valoriser un des projets phares du Grand Paris alors que la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC), sponsor et partenaire de « Paris 2024 », assume depuis l'origine l'essentiel des risques financiers de ce « Hollywood à la française » (156,7 millions € d'investissement)⁵. À l'issue des Jeux, le Village, construit en grande partie sur du foncier appartenant déjà à la CDC (car acquis pour la Cité du cinéma), sera converti en logements et revendu. L'institution financière pourrait ainsi être en mesure de combler les déficits de recettes liés à la faible rentabilité de la Cité du cinéma par les plus-values immobilières réalisées sur la revente des logements du Village olympique.
- 13 Un dérapage des coûts d'équipement n'est donc pas à exclure ; en outre, un dépassement de ceux liés à la création de nouvelles infrastructures de transports ne doit pas être écarté. Avec l'obtention des Jeux, la réalisation des premiers tronçons du futur métro (le Grand Paris Express) est désormais rendue impérative ; or le respect des délais n'est jamais chose facile pour de tels chantiers de génie civil. En 2017, le prolongement de la ligne 14 depuis la gare Saint-Lazare vers le futur Village olympique a pris 10 mois de retard suite à d'importantes infiltrations d'eaux souterraines à la porte de Clichy⁶. « Dans une étude de juillet 2017, le Centre d'étude des tunnels (CETU) du ministère chargé des transports émet d'ailleurs de très sérieux doutes sur la capacité de la SGP à mettre en service les lignes 17 et 18 dans la perspective des Jeux olympiques » (Cour des comptes, 2018). En outre, les Jeux accélèrent également l'urgence d'une liaison entre l'aéroport de Roissy et la capitale. Le projet « Roissy Express » porté et financé (1,6 milliards €) par ADP, SNCF réseau et la CDC ne fait pourtant pas partie du plan de lignes du Grand Paris Express. Ces promoteurs se disent résolus à lancer les travaux dès le début de l'année 2018, pour une mise en service à l'été 2024. Or, si ce projet reliant directement l'aéroport à la gare de l'Est s'avère utile pour les Jeux, il rendra caduque la réalisation de la ligne 17 du Grand Paris Express pourtant utile aux habitants (voir illustration 1). Dans son *Rapport sur la société du Grand Paris*, rendu public le 17 janvier 2018, la Cour des comptes préconise d'ailleurs l'abandon de cette ligne.
- 14 Avec l'urgence, c'est aussi à un risque de dérive financière du chantier que s'expose la Société du Grand Paris en charge de la construction du métro. Ainsi, le même rapport de

la Cour des comptes estime que : « la perspective des Jeux olympiques de 2024 et les engagements pris pour l'obtention de leur organisation ont eu pour effet de concentrer l'attention de la SGP davantage sur le respect des délais que sur celui des coûts, comme le montre la volonté de l'établissement de recourir à un nombre croissant et inédit de tunneliers »⁷. Certains experts estiment possibles également des ententes entre les trois grands groupes de BTP (Vinci, Bouygues et Eiffage) en charge des travaux. « Quand des tronçons dépassent les 200 M€ par kilomètre, c'est qu'il y a un loup »⁸. Pour faire face à l'explosion des coûts, le Préfet préconise, dans un rapport rendu au Premier Ministre le 21 septembre 2017, le report des échéances du chantier. Quant à la Cour des comptes, elle préconise tout simplement de « revoir le périmètre du projet », c'est-à-dire l'abandon de certaines lignes.

- 15 Si les Parisiens gagnent les Jeux mais perdent en contrepartie bon nombre des infrastructures de transports qu'on leur avait promis, il n'est pas certain qu'ils sortent gagnant de l'opération. Certes, les Jeux ne sont pas l'unique cause de tels arbitrages mais on voit bien, avec les annonces ayant succédé leur obtention, qu'ils les précipitent.
- 16 En dépit de ces interrogations sur les coûts et la reconfiguration des projets concernant les transports, pour les plus optimistes, « Paris 2024 » reste une formidable opportunité pour Paris et sa banlieue.

Une chance pour la banlieue et la Seine-Saint-Denis ?

- 17 De nombreuses épreuves se dérouleront en banlieue (Vaires-sur-Marne, Versailles, Saint-Quentin-en-Yvelines). Dans ce dispositif territorial, la Seine-Saint-Denis qui accueillera au Stade de France les cérémonies d'ouverture et de clôture ainsi que les épreuves d'athlétisme, le Village olympique, des épreuves de natation à Saint-Denis et le Village de la presse au Bourget, tient une place de premier choix.
- 18 D'aucuns voient donc dans cet événement une chance inespérée de sortir cette banlieue largement défavorisée de ses problèmes. Valérie Pécresse, Présidente de la Région Ile-de-France, déclarait ainsi le 13 septembre 2017 sur France info : « *Les Jeux vont permettre de recoudre la Seine-Saint-Denis (...), de désenclaver le département de ses nombreuses coupures urbaines créées par les autoroutes* ». D'autres y voient encore un moyen d'accélérer le développement économique du territoire. Selon Stéphane Troussel, Président de l'exécutif départemental : « *Les JO sont un formidable accélérateur qui crédibilise la dynamique dans laquelle nous sommes entrés depuis quelque temps (...). Les entreprises s'installent chez nous où les possibilités d'aménagement sont nombreuses* » (Le Parisien, 14 septembre 2017).
- 19 Comme à l'accoutumée, élus et organisateurs attendent de l'événement qu'il apporte investissements et emplois. Une étude du Centre de Droit et d'Économie du Sport de Limoges spéculait même 10,7 milliards € de recettes et 250 000 emplois pérennes pour la métropole parisienne. Ainsi, le Président du Département affirme qu'« *il est important que les PME locales aient accès aux marchés, que des formations soient proposées, afin que les jeunes du département soient prêts* ». Enfin, les élus du département attendent de ces Jeux qu'ils donnent une autre image de la banlieue. Il serait tentant de partager l'optimisme des politiques et des experts, mais les expériences passées et les difficultés sociales de ce territoire invitent à la tempérance.
- 20 Sur le plan urbain tout d'abord, on peut attendre des Jeux qu'ils accélèrent la réalisation d'anciennes opérations d'aménagement. C'est notamment le cas de l'éco-quartier de L'Île-

Saint-Denis qui accueillera une partie du Village olympique (1,3 milliards € d'investissement) et dont la réalisation accumule les retards en raison de difficultés liées aux coûts d'acquisition de grandes emprises foncières (anciens entrepôts du Printemps) et à la dépollution des sols. La construction du Village de la presse sur un ancien site de stockage de carburants de l'armée en bordure du parc départemental George Valebon est également l'occasion d'accélérer une opération de logements portée depuis près de 10 ans par la société d'économie mixte départementale.

- 21 À Saint-Denis, une nouvelle passerelle au-dessus de l'autoroute A1 (déjà partiellement recouverte en 1998 pour le Mondial de football) permettra de relier le Stade de France au futur complexe de natation. Néanmoins le comité des Jeux, pas plus que la Coupe du monde ou l'Euro de football avant eux, ne prévoit de financer les gigantesques travaux permettant le franchissement du canal et de l'autoroute du nord qui séparent le centre-ville de Saint-Denis du futur quartier olympique. La construction d'une nouvelle interconnexion entre les autoroutes A1 et A86, pourtant nécessaire, ou bien encore d'une passerelle enjambant le large faisceau ferroviaire (2 km) entre le Village olympique (quartier Pleyel) et le Stade de France (quartier de la Plaine-Saint-Denis) ne sont pas non plus à l'ordre du jour. On est donc loin des « coutures » évoquées par la Présidente de Région.
- 22 Quant aux infrastructures sportives financées en partenariat public-privé, elles seront, pour les plus rentables d'entre elles, attribuées à des opérateurs capables de les amortir. C'est notamment le cas du bassin olympique d'ores et déjà réservé par la Fédération Française de Natation. Mais qu'advient-il des équipements plus difficiles à rentabiliser comme le bassin de water-polo du complexe sportif de Marville à Saint-Denis ? Gageons que les énormes coûts d'exploitation d'une telle structure n'incomberont pas aux seules collectivités locales.
- 23 Sur le plan économique ensuite, il convient de garder à l'esprit que si la Seine-Saint-Denis est socialement très défavorisée, elle est aussi un département riche d'entreprises et d'emplois. Avec 134 490 établissements et 560 662 emplois⁹ (10 % des établissements et des emplois franciliens), elle est même le 3^e pôle économique de la métropole après Paris et les Hauts-de-Seine. C'est plutôt le manque d'adéquation entre les emplois proposés et les qualifications des résidents qui est à l'origine des difficultés sociales de la population locale (Lebeau, 2007, 2014). Aussi, en plaçant la Seine-Saint-Denis au cœur des Jeux, les décideurs publics entendent donner l'image d'une métropole solidaire associant les plus déshérités aux grands événements internationaux. « Paris 2024 » serait-il un *remake* de la coupe du monde de football de 1998 et de sa « France black-blanc-beur » ? Cette posture généreuse ne doit toutefois pas dissimuler d'autres raisons plus pragmatiques et économiques. Avec ses nombreuses friches industrielles, la banlieue nord de Paris ne manque pas de foncier pour accueillir de grands équipements. Par ailleurs, la densité des réseaux de transports qui la traversent (autoroutes, RER, métros) et son aéroport international la rendent incontournable pour organiser de tels événements (Euro 2016, Cop 21...). Cette banlieue fait d'ailleurs l'objet nombreux projets d'aménagement associant de plus en plus souvent les pouvoirs publics et des investisseurs. L'implantation du futur Hôtel de Région à Saint-Ouen en partenariat avec un opérateur immobilier ou bien encore le projet de vaste centre commercial et ludique au « triangle le Gonesse » associant étroitement l'État (qui apporte transports et conduite opérationnelle du projet - via Grand Paris Aménagement-), la filiale immobilière du groupe Auchan et l'investisseur chinois Wanda sont emblématiques des nouveaux enjeux la concernant.

- 24 La candidature olympique, ne serait-ce que par les contraintes temporelles qu'elle impose et les enjeux financiers qu'elle mobilise, est un formidable catalyseur de ces dynamiques d'aménagement « par le haut ». À ce titre, la loi « Sports : organisations des jeux olympiques et paralympiques 2024 » introduit une série de principes dérogatoires au droit de l'urbanisme et au code de l'environnement pour assurer « le respect des échéances relatives à la livraison de l'ensemble des équipements relatifs à la bonne organisation des Jeux ». Cette loi, qui instaure un droit d'expropriation pour assurer la construction du Village olympique et du Village de la presse (art. 9 et 10), qui dispense d'autorisations d'urbanisme l'installation des commerces sur l'espace public (art. 7 et 11), qui introduit encore « une dérogation aux règles de publicité au profit des partenaires de marketing olympique dans un périmètre de 500 m de distance de celui de chaque site lié à l'organisation et au déroulement des compétitions des JOP 2024 » (art. 4), est emblématique d'une gouvernance visant à assurer à la fois les engagements de l'État et les profits du CIO et de ses partenaires commerciaux.
- 25 Alors que le dossier de candidature a été élaboré par un cabinet restreint autour du gouvernement et de la Mairie de Paris, sans véritable concertation avec les élus locaux et les habitants, on décèle derrière la gouvernance du projet olympique un état d'esprit que l'on pourrait qualifier de colbertiste¹⁰.
- 26 Sur le front de l'emploi enfin, les expériences passées et les logiques d'exclusion sociale à l'œuvre sur le territoire ne poussent pas nécessairement à l'optimisme. Ces vingt dernières années, le Mondial et l'Euro de football (1998 et 2016) ainsi que la Cop 21 (2016) se sont en effet succédés et n'auront rien changé au sort des habitants du territoire. Le Président du Conseil départemental qui déclarait : « *Nous voulons tirer les enseignements de la COP 21 et de l'Euro 2016 où les retombées pour notre territoire ont été en deçà de nos exigences* » (*Le Parisien*, 14/09/17) semble en être bien conscient. Si ces événements ne sont pas de nature à juguler les problèmes sociaux, c'est qu'ils n'en ont pas la vocation. C'est aussi que les emplois qu'ils génèrent, aussi nombreux soient-ils, sont par essence temporaires et pas toujours adaptés aux populations résidentes. Les emplois générés par la construction des différents équipements peuvent profiter temporairement aux habitants, à condition que les entreprises ne fassent pas appel à des travailleurs illégaux ou à une main d'œuvre détachée. Pendant la quinzaine olympique de nombreux « jobs » seront proposés : stadiés, vendeurs ambulants, chauffeurs... auxquels les habitants du territoire auront probablement un accès prioritaire grâce aux politiques d'insertion mises en place par les différentes collectivités partenaires. Les entreprises de sécurité ou de gardiennage locales seront sans doute largement sollicitées. Mais, sans même parler de la frange la plus désocialisée de la population locale qui ne pourra sans doute même pas prétendre à ces postes, de tels événements cantonnent les habitants aux mêmes emplois précaires et ne sont que rarement la source d'un enracinement professionnel plus pérenne. L'olympisme a certes des vertus, mais elles sont malheureusement loin d'égaliser la puissance des mécanismes d'exclusion de nos sociétés contemporaines.

Conclusion

- 27 « Paris 2024 », qui est une formidable opportunité pour le sport français et ses nombreux adeptes, l'est aussi pour la métropole qui entend à cette occasion redonner un certain lustre à son image. Les enjeux communicationnels (apparaître comme une ville tolérante, culturellement et économiquement ouverte et dynamique) comme les attentes en matière

d'investissement à long terme sont toujours les mêmes. Le pari sera peut-être gagnant mais comme toujours impossible à évaluer. Ceci pourra donc sembler paradoxal à un moment où l'on réclame de plus en plus aux institutions publiques (universités, hôpitaux, collectivités...) de justifier leur rentabilité immédiate à l'aune des critères de marché. Tout aussi ambiguë est la posture de l'État pour qui les Jeux offrent une occasion exceptionnelle de reprendre en main un Grand Paris englué depuis ses débuts dans les querelles politiques locales. Mais, alors que son action est traditionnellement frappée du sceau de l'intérêt général, dans le cas présent, elle semble surtout soucieuse de garantir les profits de certains opérateurs privés (CIO, investisseurs financiers, promoteurs immobiliers...) alors qu'une grande partie des risques (notamment ceux qui pèsent sur les transports et le financement de certains équipements) paraît devoir être assumée par les collectivités locales et leurs habitants. Ces modalités de gouvernance, dictées en partie par un grand événement international, seraient-elles emblématiques du rôle que l'État est aujourd'hui tenu d'endosser dans le capitalisme financier ?

BIBLIOGRAPHY

- Augustin J.-P., 2008. Pékin : après les Jeux olympiques, quel avenir pour les installations sportives ? *Urbanisme*, no 363.
- Augustin J.-P., Guillon P., 2004. *L'Olympisme, Bilan et enjeux géopolitiques*. Paris, Armand Colin.
- Cour des comptes, janvier 2018. *Rapport sur la Société du Grand Paris*.
- Fates Y., Leblanc P., 1989. Jeux et enjeux olympiques. *Mappemonde*, n° 2, Montpellier, Reclus, p. 19-21.
- Flyvbjerg B, Stewart A, 2012. *Olympic proportions: cost and cost overrun at the olympics 1960-2012*. Saïd Business School working papers, University of Oxford, 23 p.
- Gouguet J.-J. (dir), 2016. *Candidature Paris 2024 : étude d'impact*. Centre de Droit et d'Économie du Sport. 22 p.
- Le Monde, 2017. *Les Jeux olympiques : un budget difficile à maîtriser*. 13 septembre 2017.
- Lebeau B., 2007. Intégration fonctionnelle et marginalisation : le cas de la Plaine de de France. *BAGF*, n° 3-2007, p. 315-326.
- Lebeau B., 2014. Une « banlieue créative » dans le Grand Paris. *EchoGéo* [En ligne], 27 | 2014, mis en ligne le 21 janvier 2014. <http://journals.openedition.org/echogeo/13718> ; DOI : 10.4000/echogeo.13718
- Lefebvre S., Raoult, S., 2017. Des Jeux et des villes, les liens ambigus entre olympisme et urbanisme. *Urbanités*, 10 p.
- Loi relative à l'organisation des Jeux olympiques et paralympiques 2024*. 27/12/2017
- Milza P., Jequier F., Tetart Ph. (dir.), 2004. *Le pouvoir des anneaux, Les jeux olympiques à la lumière de la politique, 1896-2004*. Paris, Vuibert, coll. Sciences, corps et mouvements, 352 p.

Une bibliographie indicative sur le thème « Les Jeux olympiques et leurs territoires », réalisée par Jean-Marc Holz est également disponible sur le site des Presses universitaires de Perpignan à cette adresse : <http://books.openedition.org/pupvd/590?lang=fr>

NOTES

1. Chiffres clés. Ministère de la ville, de la jeunesse et des sports. Septembre 2015.
 2. Les lois Cornudet prescrivent des plans de rationalisation des voiries, d'alignement, de raccordement aux différents réseaux et d'aménagement des nouveaux lotissements.
 3. *Le Figaro*, 11/01/2017.
 4. JORF n°0170 du 25 juillet 2015 page 12701, texte n° 49.
 5. En 2013, un rapport de la Cour des comptes transmis au parquet financier pointait de possibles irrégularités dans le financement de la Cité du Cinéma. En janvier 2017, trois hauts fonctionnaires ont été condamnés par la Cour de Discipline Budgétaire et Financière (CDBF) à une amende pour « défaillance » dans le montage financier de la Cité du cinéma. Arrêt n° 214-758 de la CDBF.
 6. *Le Parisien*, 02/02/2017
 7. Rapport de la Cour des comptes sur la Société du grand Paris, rendu public le 17 janvier 2018.
 8. *Le Parisien*, 15/09/2017
 9. Insee, Comparateur de territoires, 2017.
 10. Derrière le protectionnisme sur lequel il s'appuie, le colbertisme est une doctrine visant à sceller une alliance objective entre les intérêts du Prince et des marchands.
-

ABSTRACTS

Paris, qui a obtenu l'organisation des Jeux olympiques de 2024, a présenté un dossier de candidature résolument orienté vers la maîtrise des coûts et une certaine forme de durabilité en anticipant les usages futurs des installations olympiques. Pour y parvenir, le projet olympique est étroitement articulé avec les transports et les aménagements du Grand Paris. Nous verrons pourtant que la conduite simultanée de projets ne partageant ni la même temporalité, ni les mêmes modes de financement et de gouvernance, n'est peut-être pas aussi aisée que le dossier de candidature le laisse entendre. Dans ces conditions, ce sont les impératifs olympiques qui risquent de s'imposer au Grand Paris.

INDEX

Mots-clés: Jeux olympiques, Paris 2024, Grand Paris, aménagement, financement

Keywords: Olympic Games, Paris 2024, Greater Paris, city planning, funding

AUTHOR

BORIS LEBEAU

Boris Lebeau, borislebeau@hotmail.fr, est Maître de conférences, Université Paris-13, Sorbonne Paris Cité, Pléiade (EA-7338).